



BIENVENUE AU RÉFUGISTAN

UN FILM DE ANNE POIRET

(© QUARK / ARTE FRANCE - 2016 - 1H11MIN)

Pourquoi et de quelle manière les camps de réfugiés, conçus à l'origine pour être provisoires, perdurent-ils pour certains depuis des décennies ? Le film décrypte habilement les rouages de ces mondes parallèles d'où il semble impossible de sortir.

À travers le monde, près de 17 millions de personnes – réfugiés, déplacés, migrants – vivent dans des camps, soit l'équivalent d'un pays. Suppléant les États qui ne veulent pas d'eux, le HCR, l'agence des Nations unies pour les réfugiés, avec ses 7 milliards de dollars de budget par an, gère ces «indésirables» avec de grandes ONG caritatives.

Des «limbes», comme les nomme un chercheur, dans lesquels le seul objectif possible est la survie, où des enfants naissent et grandissent, à l'écart du pays qui les accueille. Leurs habitants, qui n'ont ni le droit de travailler ni celui de se déplacer librement, ne possèdent que quelques objets distribués à leur arrivée et une carte d'identité du HCR. Dans ces lieux à l'écart du monde, ni tout à fait prisons ni tout à fait ouverts,

DIFFUSION SUR ARTE

LE MARDI 21 JUIN À 22H20

À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS LE 20 JUIN

censés être provisoires, les réfugiés passent désormais en moyenne... dix-sept ans de leur vie. Pourquoi ces camps perdurent-ils depuis des décennies ? Les importants subsides qu'ils garantissent aux pays hôtes constituent l'un des éléments de réponse. Plus personne n'a intérêt à ce que les conflits s'arrêtent et à ce que les réfugiés rentrent chez eux. Qu'en est-il d'un possible asile en Occident ? Au camp de Dadaab, au Kenya (le plus grand du monde, construit il y a vingt-cinq ans), où les travailleurs humanitaires vivent sous haute protection à cause des risques d'enlèvement, seules mille demandes par an sont satisfaites sur une population de 350 000 réfugiés. Et pour qui tente de fuir vers l'Europe, la situation n'est pas plus enviable. À Idoméni, à la frontière entre la Grèce et la Macédoine, des milliers de migrants sont pris au piège depuis plusieurs mois. La réalisatrice Anne Poiret (prix Albert-Londres 2007), qui s'est rendue aussi en Tanzanie et en Jordanie, effectue une plongée glaçante dans une réalité kafkaïenne que nous préférons ignorer et que nos gouvernements contribuent à créer et à entretenir.

Avec la participation de

Michel AGIER (Ethnologue - EHESS)

Alexander BETTS (Directeur du Centre d'études sur les réfugiés - Université d'Oxford)

Hélène THIOULET (Chercheuse CNRS - Sciences Po)

Jeff CRISP (Chercheur - Université d'Oxford - Ancien fonctionnaire du HCR)

INTERVIEW DE LA RÉALISATRICE

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE NAIMSKI

EN PLONGEANT AU CŒUR DE QUELQUES-UNS DES PLUS GRANDS CAMPS DE RÉFUGIÉS À TRAVERS LE MONDE, AU PLUS PRÈS DES ÉQUIPES ONUSSIENNES DU HCR, LA RÉALISATRICE ANNE POIRET LÈVE LE VOILE SUR UNE POLITIQUE HUMANITAIRE DE PLUS EN PLUS ABSURDE.

Pourquoi vous êtes-vous intéressée à la gestion des camps, par le HCR notamment ?

Anne POIRET : Je voulais ausculter l'organisation des camps comme un monde en soi et en comprendre le fonctionnement. C'est vertigineux d'observer la manière dont des millions de réfugiés à travers le monde sont "gérés" en marge des États par de grandes organisations internationales, à l'instar du HCR, dont le public ne connaît pas le fonctionnement, et dont on s'aperçoit qu'il met en œuvre une logique aux effets pervers. D'abord parce que ce sont des lieux construits pour répondre en urgence à une situation de crise. Or, d'après le HCR lui-même, les réfugiés y passent en moyenne dix-sept ans de leur vie, sans avoir, la plupart du temps, ni le droit de se déplacer ni celui de travailler. Ensuite, parce que les subsides versés aux pays hôtes font que ceux-ci ont intérêt à ce que les camps perdurent. Pour répondre à l'urgence de besoins vitaux s'est aussi mise en place une bureaucratie très laborieuse. Autre travers majeur : la distribution de nourriture coûte une fortune et ne correspond souvent pas aux attentes des réfugiés qui la revendent, créant une forme d'économie grise.

Existe-t-il des solutions pour rendre ces camps plus vivables ?

Il faut souligner que le HCR lui-même n'ignore pas les critiques sur sa gestion. Il y a deux ans, dans une interview au site ARTE Info, António Guterres, son directeur à l'époque, avait même déclaré : "Je hais les camps." L'institution réfléchit à des alternatives, par exemple distribuer de l'argent aux réfugiés pour couvrir leurs besoins, plutôt que des biens matériels ou de la nourriture. Cette innovation a été déployée depuis la crise syrienne. Mais dans le camp jordanien dans lequel nous avons tourné, le système est biaisé. En effet, le seul supermarché profite de sa situation de monopole pour pratiquer des prix très élevés et les réfugiés ont donc un très faible pouvoir d'achat. Le HCR fait aussi appel à l'investissement de sociétés privées, afin d'apporter plus de confort dans les camps.

Que faudrait-il pour réellement améliorer la situation ?

Faire évoluer les politiques d'accueil. Le HCR s'y emploie, via le lobbying et en plaidant auprès des pays hôtes, même si on peut lui reprocher de manquer de fermeté. Récemment, son attitude vis-à-vis de l'Europe a redoré son blason. L'agence a dénoncé l'accord turco-européen sur le refoulement des réfugiés en Turquie, lequel constitue une violation du droit international. Si même en Europe, principal financeur du HCR, les principes ne sont pas respectés, comment donner des leçons à des pays comme le Kenya, qui accueille près de 600 000 personnes, et leur rappeler que leurs camps ne doivent pas ressembler à des prisons ? Aujourd'hui, face à la masse des arrivants, l'Europe est tentée elle aussi de les mettre à l'écart. Cet expédient à très court terme ne réglera pas le problème, bien au contraire. Il faut être conscient que la majorité des réfugiés ne rentreront pas chez eux.

Lauréate du prix Albert Londres en 2007 pour *Muttur : un crime contre l'humanitaire* (France 5), Anne Poiret réalise depuis 15 ans des documentaires : *Bienvenue au Réfugistan*, *Libye : l'impossible Etat-Nation*, *Soudan du Sud : Fabrique d'un Etat* (ARTE), *Namibie : le génocide du IIIème Reich* (France 5) et collabore à différents magazines d'information : *Envoyé Spécial*, *ARTE Reportage*...

Au Moyen-Orient, en Afrique ou en Asie, elle s'intéresse particulièrement aux zones grises des après-guerres.

Contacts presse :

Luc Adam : lucadam2007@yahoo.fr / 06 18 04 45 03

Rima Matta : r-matta@artefrance.fr / 01 55 00 70 41

Pauline Boyer : p-boyer@artefrance.fr / 01 55 00 70 40

Contact production :

Quark Productions : quarkprod@wanadoo.fr / 01 44 54 39 50